

De nouvelles problématiques socio-sanitaires en Région bruxelloise

Le Groupe socialiste bruxellois est sensible aux nouvelles problématiques émergentes, comme celles des mariages précoces ou forcés et des mutilations sexuelles. Dans le cadre de ces mariages, on touche à une thématique sensible qui révèle de l'intime et de la vie affective des personnes. Par ailleurs, il importe d'éviter toute stigmatisation de personnes ou de communautés. Il s'agit d'un phénomène complexe qui doit être appréhendé sans tabou mais avec sensibilité, en prenant en considération toutes les mécaniques sociales traditionnelles par lesquelles elles sont mues.

Pour tenter de cerner plus précisément la question des mariages forcés, le ministre Kir a initié un large travail de concertation et de réflexion avec les jeunes, les parents, les acteurs concernés de l'associatif, de l'éducation et du secteur socio-sanitaire. Ce travail a abouti à la réalisation d'un plan d'action qui vise plusieurs objectifs, dont les principaux résident dans la mise sur pied de formations à destination de toute personne confrontée professionnellement à ces questions et à la sensibilisation des jeunes et des parents.

Quant aux mutilations sexuelles féminines, on n'aura de cesse de répéter qu'elles constituent une violation fondamentale des droits des femmes et des filles, privées de leur droit de disposer des meilleures conditions de santé possible, de vivre à l'abri de toutes les formes de violence physique et mentale, d'être protégées des pratiques traditionnelles préjudiciables, et de vivre à l'abri des préjugés et d'autres pratiques fondées sur l'infériorité ou la supériorité supposée de l'un des deux sexes. Au regard de ces droits, il importe de prendre en considération la menace de mutilations sexuelles pouvant peser sur les filles et les femmes originaires de pays pratiquant ces pratiques et qui résident dans notre région, notamment par le soutien aux associations qui luttent contre celles-ci.

Fatiha Saïdi
Députée bruxelloise – Groupe PS
Présidente de la Commission Santé à la COCOF